

SOCIAL Piscines : après les JO, le 93 ne sortira pas encore la tête de l'eau

LE 07 MAI 2024 8 min

[Le vrai coût des JO] Les nouveaux bassins financés par les Jeux rattraperont une petite partie du retard du département, et la privatisation de leur gestion inquiète quant à leur coût pour les collectivités et le public.



SÉRIE PARIS 2024



Inauguration du Centre aquatique olympique de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) par Emmanuel Macron, le 4 avril 2024. Ce nouveau bâtiment, et les autres financés dans le département grâce aux Jeux olympiques ne suffiront pas à rattraper le retard du 93 en matière d'équipement. PHOTO : Stephane Lemouton/pool-REA

Par [Elsa Sabado](#)

Chaque été, quand viennent les grandes chaleurs, des geysers surgissent des bouches d'incendie des villes bétonnées de Seine-Saint-Denis, pour la joie des enfants... et au grand dam des pourfendeurs du gaspillage.

Aux lendemains des Jeux olympiques, y aura-t-il assez de piscines pour rafraîchir les petits Séquano-Dyonisiens, et surtout leur apprendre à nager ? Cette partie de l'héritage de Paris 2024, primé par ses organisateurs, préoccupe les nageurs, pataugeurs et décideurs du 93¹.

Les fonds de la Société de livraison des ouvrages olympiques (Solideo) ont en effet financé plusieurs nouveaux équipements, à commencer par les 174 millions d'euros du grand centre aquatique olympique de Saint-Denis (CAO).

Ils ont aussi contribué à hauteur de 35 millions d'euros, sur un budget de 40 millions, à la création des cinq nouveaux bassins de la piscine de Marville, à La Courneuve, et apporté 10 millions d'euros sur les 33 de l'enveloppe du futur centre aquatique du Fort d'Aubervilliers, ou encore 5 des 30 millions qu'a coûtés celui d'Aulnay-sous-Bois, inauguré en 2021.

Un retard considérable

L'argent de la Solideo finance encore 5 millions d'euros des 23 consacrés à la rénovation du stade nautique Maurice-Thorez de Montreuil. Enfin, dès 2025, Sevran et Bagnolet récupéreront les bassins démontables de La Défense Arena de Nanterre, qui accueillera cet été certaines épreuves de natation.

En Seine-Saint-Denis, trois enfants sur quatre ne savent pas nager à l'entrée au collège

Cette manne accélère indubitablement le rattrapage du département en matière d'équipements aquatiques. Avec ses 38 piscines pour 1,6 million d'habitants, il ne compte que 60 m² de ligne d'eau par habitant, contre 260 m² en moyenne au niveau national, au 103^e rang national sur 105.

En outre, le parc des piscines est ancien, 40 % d'entre elles n'ayant jamais été rénovées. Résultat : en Seine-Saint-Denis, trois enfants sur quatre ne savent pas nager à l'entrée au collège².

« Vu le manque de créneaux disponibles en piscine, c'est comme si vous étiez un prof sans salle de cours. En comptant le temps de déplacement jusqu'aux équipements, on n'arrive à employer que 50 % du temps de cours », déplore Serge Reitchess, professeur d'EPS retraité, à la tête du Coper 93³.

Les villes n'ayant pas les moyens de financer les rénovations de leurs piscines, le département a pris le problème à bras-le-corps, bien qu'il ne relève pas de sa compétence.

Un premier « plan départemental piscine », doté de 40 millions d'euros, « a créé 1 000 m² de lignes d'eau en plus, dont 20 % réservées aux scolaires » entre 2016 et 2021, salue Clément Rémond, coprésident de la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT) du 93.

Le second plan piscine, sur la période 2022-2028, est financé par la Solideo pour 15 de ses 35 millions. Problème : on ne choisit pas un héritage.

« C'est très bien qu'on dispose d'équipements dits "structurants", mais avec le budget du CAO, on aurait pu créer au moins cinq piscines. Et il en manque encore 26 pour rattraper le retard du 93 », relève Clément Rémond.

Des financements importants, mais encore insuffisants

Le club de plongée de Bagnolet, qui s'était réjoui d'hériter d'une piscine toute neuve à la place de celle construite en 1974, a déchanté en découvrant sa profondeur de 1,80 m.

« Nous avons besoin d'une profondeur plus importante. Nous allons devoir quémander des créneaux à la piscine de Montreuil. In fine, cela réduit l'offre pour les administrés », regrette Jean-Claude Peigne, le coprésident de l'Association sportive et gymnique de Bagnolet.

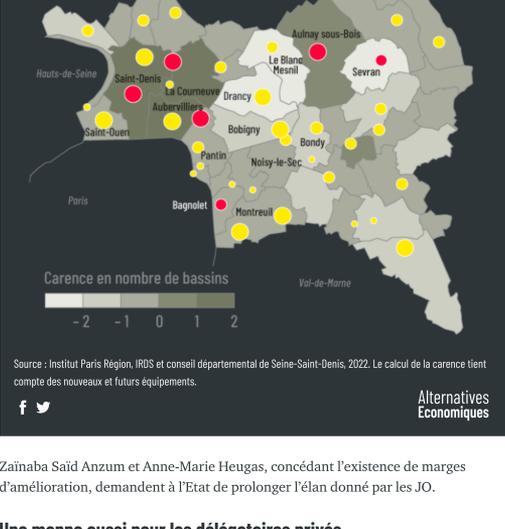
« Les JO sont une chance, on voit émerger des projets qui auraient mis du temps à sortir de terre autrement. Grâce aux fonds de la Solideo, le territoire de Plaine Commune⁴ va sortir de la carence », souligne Zainaba Saïd Anzum, conseillère départementale déléguée aux sports.

« Les créations de bassins n'augmenteront qu'à la marge les capacités d'accueil des scolaires. On reste à un bassin pour 20 000 habitants, contre un pour 10 000 au niveau national » – Serge Reitchess, Coper 93

Anne-Marie Heugas, vice-présidente d'Est Ensemble⁵ déléguée aux sports, abonde : « Les financements pour rénover Maurice-Thorez ont permis d'en déclencher d'autres... Quant à Bagnolet, on ne demandait rien, et ils nous ont proposé un bassin, ce qui nous permet d'économiser 600 000 euros. Ce n'est pas rien ! »

« Grâce aux jeux, 18 bassins seront légués aux habitants du département », claironnait Paris 2024 dans un fascicule daté de février. « Peut-être qu'ils comptent les pédiluves », tacle Serge Reitchess, déçu.

« Même l'élu aux sports de Saint-Denis a concédé que les créations de bassins n'augmenteront qu'à la marge les capacités d'accueil scolaires. On reste à un bassin pour 20 000 habitants, contre un pour 10 000 au niveau national », poursuit le dirigeant du Coper 93.



Zainaba Saïd Anzum et Anne-Marie Heugas, concédant l'existence de marges d'amélioration, demandent à l'Etat de prolonger l'élan donné par les JO.

Une manne aussi pour les délégataires privés

D'autres critiques portent sur les conditions d'exploitation des nouvelles piscines, qui seront toutes gérées par des sociétés privées.

« Les élus ne nous communiquent pas les conventions passées avec les exploitants. C'est quand même fou qu'à une centaine de jours des JO, le contribuable, qui a payé ces équipements au travers de la Solideo – dont 1,2 milliard d'argent public – ne sache pas combien cela va lui coûter au travers de ces gestions privatisées », tempête Serge Reitchess.

On sait que la gestion du CAO a été confiée à la société Simbala, dont Bouygues, Récréa et Dalkia sont actionnaires, sous forme de délégation de service public.

Un contrat de concession de quinze ans oblige la société à réserver 70 créneaux hebdomadaires pour les scolaires, et garantir un tarif de 5 euros pour les adultes et 3 euros pour les enfants. Le Grand Paris s'engage à verser 2 millions d'euros par an pour combler le déficit éventuel de la société.

L'exploitation du nouveau centre aquatique Verrette-Kellermann, inauguré en février à La Courneuve, a été déléguée à Vert Marine, et la fermeture de la vieille piscine de Marville, gratuite et gérée par le département, suscite de vives craintes quant à l'accès des publics voisins. Ce délégataire avait fait parler de lui en fermant une trentaine de piscines en septembre 2022, invoquant la hausse du prix de l'énergie.

Pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise, le département s'engage à lui verser un million d'euros par an pour payer les fluides ; un autre million pour que le délégataire réserve 22 % de ses créneaux aux scolaires et pour payer le différentiel entre le prix coûtant d'une entrée à la piscine (plus de 7 euros) et le prix proposé au public : 3,5 € pour les enfants, 5 pour les adultes.

Remise à l'honneur du « savoir nager »

« L'exploitant supporte le risque commercial – il doit parvenir à engranger 300 000 entrées par an –, le département prend pour lui le risque énergétique. Si l'exploitant gère bien l'énergie, cela pourra revenir au département sous la forme d'un bonus », plaide Zainaba Saïd Anzum.

« Demain, s'il y a une grosse crise énergétique, ce sera à la collectivité, et pas à l'opérateur, de payer. Ça me dérange : la puissance publique a déjà financé la construction, la rénovation, et, derrière, elle devrait remettre la main à la poche ? », interroge Clément Rémond.

Le mouvement sportif et les professeurs d'EPS craignent, à terme, de devoir déboursier pour accéder aux lignes d'eau. « Est-ce que nous pourrions organiser gratuitement les compétitions au CAO ? », se demande le coprésident de la FSGT 93.

Tous les acteurs du département s'accordent en revanche pour saluer la remise à l'honneur du « savoir nager ». D'abord par le programme « 1,2,3 Nagez » qui, depuis 2021, permet de déployer pendant l'été des bassins mobiles des villes ne disposant pas de piscines. « Ça cartonne à Dugny, on fait passer des milliers de jeunes en stage massés de natation », s'enthousiasme Clément Rémond.

La nage en eau libre a aussi été remise au goût du jour par l'événement international. Depuis cinq ans, « Nage ton canal » et, plus récemment « Nage ta Seine » donnent l'occasion aux nageurs de Seine-Saint-Denis de se réapproprier la nage en milieu naturel. Dans des eaux qu'on aura peut-être plus de mal à déléguer au privé.

Retrouvez notre série « Les Jeux olympiques de Paris 2024 en valent-ils le coût ? »

Profile of Elsa Sabado with social media icons and a subscription button.

- 1. Le programme olympique a aussi contribué à la rénovation de centres sportifs et gymnases. A Paris, les piscines Bertrand-Dauvin et Georges-Valleury ont été rénovées.
- 2. Enquête « Savoir nager », académie de Créteil, 2021.
- 3. Collectif permanent pour la défense et la promotion de l'EPS et du sport associatif de Seine-Saint-Denis.
- 4. Plaine Commune regroupe les villes d'Aubervilliers, Epinay-sur-Seine, L'Île-Saint-Denis, La Courneuve, Pierrefitte-sur-Seine, Saint-Denis, Saint-Ouen-sur-Seine, Stains et Villetaneuse.
- 5. Est Ensemble regroupe les villes de Bagnolet, Bobigny, Bondy, Le Pré-Saint-Gervais, Les Lilas, Montreuil, Noisy-le-Sec, Pantin, Romainville, Bagnolet, Bobigny.

Call to action boxes: SUIVEZ-NOUS (social media), SOUTENEZ-NOUS (donation), and FAIRE UN DON.

À LA UNE

ENTRETIEN Aurélien Boronat : « L'Europe ne pourra jamais égaler la Chine sur les panneaux photovoltaïques basiques »

DATA Le soutien de Washington à Kiev fait pleuvoir les dollars sur les usines américaines

OPINION Total en Amérique : entre argent, climat et politique

ENTRETIEN Claude Serfat : « L'impérialisme, c'est l'interaction du Capital et de l'Etat ! »

PRÈS DE CHEZ VOUS Au pied des Pyrénées, un projet de stockage de CO2 suscite un tollé

CONSUMMATION Le faux miel, vraie menace pour les apiculteurs français

CONTACTEZ-NOUS SERVICE RELATIONS CLIENTS

QUI SOMMES-NOUS ? CGV/CGU

SUIVEZ-NOUS INSCRIVEZ-VOUS À NOTRE NEWSLETTER

Alternatives Economiques HÉRIS-SÉRIE Karl Marx

JACHÈTE JE M'ABONNE